

le prolétaire

M2414-377 4F

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Directeur-gérant
SARO
20, rue Jean Bouton
F-75012 Paris

MAI 1984
20^e ANNEE

4FF
2FS

no 377

La gauche bourgeoise et opportuniste attaque les travailleurs

Avec la publication du plan-acier (qui comprend 20 000 licenciements pour commencer...) le gouvernement de gauche s'attaque frontalement à la classe ouvrière en poussant son cri de guerre "ça passe ou ça casse", ce qui signifie que la gauche s'est préparée à utiliser la répression la plus directe en cas de débordements des manifestations de colère et de résistance des masses travailleuses. Le tout accompagné de louanges à la gloire du profit, de la "modernité", de la compétitivité de l'intérêt général de la France qui sont autant de justifications à un renforcement de l'exploitation forcée et de son cortège de misère (baisse du pouvoir d'achat, licenciements massifs, augmentation du chômage, etc.) et de répression.

Le plan acier est en continuité du 10 mai 1981

L'ampleur des premières réactions des travailleurs de Lorraine et de Fos montre notamment 2 choses.

D'abord une tendance au "réveil" de nombreuses couches ouvrières qui restaient "absentes" (l'année 1983 se caractérise par un très faible taux de grèves) à la suite d'une efficace manœuvre de la gauche (PS-PC) et des appareils syndicaux opportunistes qui se sont efforcés depuis de nombreuses années de contrôler au maximum les réactions ouvrières afin d'étouffer toute poussée de lutte de quelque envergure.

Elle indique ensuite le poids des illusions des travailleurs par rapport aux forces politiques et syndicales de la gauche bourgeoise et opportuniste; soit que les travailleurs aient considéré (et continuent de le faire encore pour ce qui concerne de nombreuses couches laborieuses) la gauche comme leurs représentants dûment mandatés pour défendre leurs intérêts; soit qu'ils la considèrent, "faute de mieux", comme une alliée "utile" constituant la "moins mauvaise solution possible". D'ailleurs le contenu même des slogans lancés par les manifestants lors des premières réactions de colère qui ont suivi l'annonce du plan-acier ("nous vous démissionnons", "Mitterrand souviens-toi quand tu défilais avec nous") ainsi que les attaques contre les permanences du PS en Lorraine confirment une telle évaluation.

Mais ce désenchantement et cette colère ouvrière sont-ils dus à un revirement brusque et inattendu de la politique du gouvernement de gauche et de la stratégie du PS et du PC et des bonzes opportunistes des différents appareils syndicaux ? Bien sûr que non.

Il faut bien voir que les mesures adoptées par le gouvernement et confirmées par Mitterrand s'inscrivent, au contraire, dans une stratégie parfaitement homogène et préparée de longue main. Il serait catastrophique de croire qu'en politique le gouvernement de gauche PS-PC, dont toutes les composantes sont, depuis belle lurette, au service de la défense de l'ordre capitaliste en France, les forces bourgeoises et leurs serviteurs ne préparent pas méticuleusement leur stratégie d'offensive et d'ex-

ploitation permanente des masses ouvrières par des dispositifs soigneusement calculés. En politique, comme aux échecs chaque mesure est préparée tout en étant accompagnée de solutions alternatives de rechange pour garder l'initiative en permanence, chaque coup est porté en pensant déjà aux coups futurs afin de contrôler entièrement la situation en tout risque d'improvisation.

Ainsi avant la victoire électorale de 1981 les forces de gauche ont pendant près de 10 ans tout mis en oeuvre pour enliser le mouvement ouvrier dans la recherche d'une amélioration de ses conditions de travail et d'existence à travers les échéances électorales. Ce faisant les forces syndicales se sont efforcées de briser toute tendance au développement de luttes unitaires en les faisant passer par le respect des démarques contrôlées au sommet par les directions et par la soumission aux procédures syndicales hiérarchisées. Les forces politiques de gauche n'ont pas hésité en 1977 à jouer la désunion pour temporiser davantage encore les poussées de lutte et préparer l'échéance de 1981 dans un climat social le plus apaisé possible.

A partir de 1981 la gauche a géré "l'état de grâce" qui précisément se traduit par une position d'attente des masses ouvrières en accordant quelques concessions minimes (inférieures en termes d'augmentation de salaires à celles accordées par Giscard en 1974) et de pseudo réformes comme la semaine de 39 H (accompagnées d'un effort pour intensifier les cadences) ou les lois Auroux qui ont pour objectif de permettre dans les entreprises aux directions syndicales opportunistes d'exercer un meilleur contrôle pour éviter des explosions de lutte. Cependant dès 1982 c'est la rigueur, c'est-à-dire l'austérité qui se met en place avec le blocage des salaires. Si avec ces mesures certains tiraillements apparaissent entre les directions syndicales mais aussi au sein du PS et entre le PS et le PC ils correspondent, en réalité, et traduisent une certaine fébrilité dans l'attente des réactions que tout le monde sait inévitables mais qui tardent à venir (en raison même de la stratégie de désorientation des travailleurs menée par la gauche et du poids des illusions).

Mais les mesures prises en 1982, et qui pour la gauche bourgeoise et anti-ouvrière et les forces opportunistes ne constituent en aucune manière une rupture avec leur trajectoire passée mais un aboutissement logique et naturel, ne constituent pas encore une attaque frontale mais une tentative d'anesthésier et de décourager les réactions ouvrières à venir en se présentant comme la seule voie à suivre (pour la plus grande satisfaction de la bourgeoisie dont certains secteurs liés surtout aux PME et aux PMI s'impatientent seulement sur

(suite en page 2)

Talbot, chantiers navals, sidérurgie: pour la reprise de la lutte prolétarienne ouverte!



Voir article page 3.

Un objectif central LA DESTRUCTION DE L'ETAT D'ISRAEL

Depuis sa création en 1948, l'Etat d'Israël a joué un rôle considérable dans la consolidation de l'ordre impérialiste au Proche-Orient et au Moyen-Orient. Nous avons déjà montré à plusieurs reprises dans ces colonnes que l'Etat sioniste d'Israël représente même le maillon central de la chaîne contre-révolutionnaire qui écrase les masses du Proche-Orient (c'est-à-dire les masses d'Egypte, de Palestine, de Jordanie, de Syrie, d'Irak et du Liban plus particulièrement). Cela signifie que l'anéantissement définitif et irréversible de cette chaîne contre-révolutionnaire passe nécessairement par la destruction de la puissance sioniste. C'est pourquoi les marxistes révolutionnaires internationalistes doivent clairement proclamer que la destruction d'Israël est un objectif central sur la voie de la révolution prolétarienne au Proche-Orient et de l'émancipation de toutes les masses de la région.

L'affirmation de cette position fondamentale du communisme révolutionnaire est aujourd'hui plus que jamais indispensable pour plusieurs raisons. Elle doit permettre, d'une part, aux forces révolutionnaires en Occident, et plus particulièrement en Europe, de rompre avec les influences sionistes qui restent dans le mouvement ouvrier ainsi qu'avec la politique des Etats impérialistes européens (et en premier lieu, en ce qui nous concerne avec la politique de l'Etat français) qui sous couvert de respect des frontières d'Israël cherchent à assoir une influence solide et durable dans une région qui a une grande importance stratégique.

Elle doit permettre d'autre part d'éviter tout suivisme par rapport aux forces étatiques et politiques bourgeoises du monde arabe qui par leur nature même de classe sont en définitive poussées, au delà de leurs contradictions et oppositions réelles mais limitées avec l'Etat d'Israël, à chercher à long terme la conciliation (cf. l'article sur le

facteur national dans ce numéro) avec le sionisme. Pour les marxistes il est évident qu'une telle conciliation est impossible dans le cadre d'un ordre bourgeois et impérialiste (quels que soient les aménagements successifs qui peuvent y être apportés sans pour autant, loin de là, être indifférent à la manière dont ces aménagements peuvent être réalisés et aux perspectives qu'ils peuvent y trouver) en raison des contradictions incompressibles dont sont porteuses les manœuvres et les tensions bourgeoises et impérialistes; cela d'autant plus, qu'en l'occurrence, ces contradictions sont aggravées par la nature et la forme particulière de l'Etat sioniste (nous en reparlerons plus bas).

L'affirmation du besoin obligatoirement de destruction de l'Etat d'Israël comme objectif central doit enfin permettre de trancher clairement par rapport aux risques de confusion théorique et stratégique dans l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire appliquée aux con-

(suite en page 5)

Dans ce numéro

- Innovations
- France: Edmond
- Antiracisme et lutte de classe
- Le facteur national palestinien
- Lutte sur le chemin de la révolution
- Les plans Aulen
- L'Etat sioniste
- L'Etat sioniste
- L'Etat sioniste